



## le point sur...

### Métamorphoses urbaines : les solutions locales à l'œuvre

Réunis pour la Conférence des villes, le 23 septembre, les élus des grandes villes se préparent à la métamorphose induite par le changement climatique. L'innovation vient de la transversalité : les villes doivent agir en partenariat avec l'Etat, les autres collectivités, les habitants, les entreprises...

"Chacun est responsable de l'autre. L'avenir de la condition humaine est la solidarité", a déclaré Jean-Paul Delevoye, président du Conseil économique, social et environnemental, qui intervenait pour l'ouverture de la 15e Conférence des villes, le 23 septembre, à l'Hôtel de Ville de Paris, sur le thème des "métamorphoses urbaines". En matière de changement climatique, "la bataille de la responsabilité est engagée", assure-t-il.

Une bataille dont les collectivités locales se saisissent. "Les grandes villes ont un rôle particulier à jouer dans la transition énergétique en raison de leur taille", commente Jean-Luc Moudenc, président de l'AMGVF. Les villes sont responsables d'environ 70% des émissions de gaz carbonique. Mais Anne Hidalgo, maire de Paris, insiste sur le fait que "les métropoles et les villes ne sont pas un problème, mais une solution".

#### Changement de culture

L'élue parisienne appelle à "une relation de confiance avec l'Etat" et à une "coproduction de solutions", car "la responsabilité de Paris va au-delà de ses habitants". Coproduction : un terme fréquemment revenu dans les débats, tout au long de la journée. Jean-Luc Moudenc souligne également le besoin de "dialogue avec les entreprises" pour trouver des solutions visant à atténuer les effets du changement climatique. Les habitants sont eux-mêmes appelés à participer à la réflexion et à l'action. Selon Pascal Durand, député européen, les choix ne sont plus faits uniquement par le politique et il faut "repenser l'intérêt général, développer le travail participatif, partir du besoin et non de l'offre". Alain Juppé et Eric Piolle, respectivement maires de Bordeaux et de Grenoble, utilisent le même terme de PPPP, pour Partenariats public-privé-population, qualifiant les nouvelles méthodes de travail. "Il ne peut pas y avoir de transition énergétique sans changement de culture", insiste Chantal Jouanno, sénatrice de Paris, qui revendique la liberté d'expérimentation.

#### Initiatives locales

Pour lutter contre le changement climatique, "l'approche institutionnelle et verticale est décalée", estime pour sa part Laurence Lemouzy, directrice scientifique de l'Institut de la gouvernance territoriale et de la décentralisation. Les solutions doivent venir du "contrat avec le local". "L'organisation territoriale donne un cadre, mais elle paralyse. Il faut faire attention à ne pas rester entre soi, élaborer une mise en récit vis-à-vis des citoyens, inventer, faire appel à l'imaginaire".

Les initiatives des collectivités locales sont foison, en matière de gestion de l'énergie, de la mobilité, de l'amé-

nagement - traitement des eaux usées pour produire du biométhane, mise en place de zones 30, location de vélos, autopartage, programmation urbaine... Robert Hermann, président de l'Eurométropole de Strasbourg, constate "une attention particulière des élus au changement climatique, qui l'inscrivent dans les documents tels que le Scot ou le PLU". "Les esprits sont prêts. Il faut convaincre nos concitoyens à être éco-responsables". Mais il faut aussi que les textes s'adaptent : "les textes, qui traditionnellement interdisent, doivent permettre de faire", commente Olivier Dussopt, député (PS) de l'Ardèche, faisant référence aux initiatives d'économie participative qui naissent du terrain et qui ne disposent pas de cadre légal pour s'épanouir.

En matière de mobilité, "les changements sont à l'œuvre", avec de multiples modes alternatifs à la voiture particulière, mais "l'élément financier est un élément clé". Jean-Claude Boulard dénonce "la réduction du versement transport (VT) à l'heure où l'on fait des transports en commun une priorité" et présente une motion sur le financement des transports publics. Il serait cependant possible de "faire mieux à moindre coût", argumente Christophe de Maistre, président de Siemens France. Selon lui "le matériel roulant peut coûter 20% à 30% moins cher dans les pays voisins", notamment "pour des raisons de normes".

#### "Innovation, transversalité et généralisation"

"Les villes doivent prendre leurs responsabilités dans le cadre de ces métamorphoses", a conclu Gilles Berhaut, président du Comité 21. Leur action doit s'inscrire dans "l'innovation, la transversalité et la généralisation". Et dans une "alliance" à construire entre elles.

Le 4 décembre, 14 associations d'élus seront au Grand Palais ensemble, dans le cadre des Solutions COP21, dans un même stand, "lieu d'intelligence collective".

Marina Caetano Viellard

#### Les pertes du VT compensées par l'Etat

En clôture de la Conférence des villes, Marylise Lebranchu, ministre de la Décentralisation et de la fonction publique, a assuré que "le PLF comprendra des compensations à la baisse des finances publiques". En particulier, en réponse à la motion sur le financement des transports, présentée par les élus, la ministre a assuré que "le PLF intégrera une compensation des pertes de recettes pour les collectivités territoriales, financée par l'Etat".